La place et le vide

Autor(en): **[s.n.]**

Objekttyp: **Article**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1983)**

Heft 709

PDF erstellt am: **03.06.2024**

Persistenter Link: https://doi.org/10.5169/seals-1025217

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

au Conseil fédéral (Hans Schaffner, directeur de 1955 à 1961) ou à la présidence de la Banque Nationale Suisse (Edwin Stopper, 1961-1966), a trouvé en Paul Jolles un responsable de longue haleine (1966-1984), animé par une vision très large, correspondant bien aux dimensions planétaires de notre politique économique extérieure. Toujours cette idée de la Suisse ouverte au monde, c'est-à-dire à tous les pays solvables avec lesquels on peut commercer, sous la bienveillante et libérale égide du GATT, véritable ONU des libre-échangistes.
Dans la foulée, M. Jolles a inventé le volet économique des rapports Suisse-tiers monde; laissant la coopération technique et l'aide humanitaire au Département des affaires étrangères, il s'est réservé les mesures économiques et commerciales avec les pays en voie de développement, soit une centaine de millions par année (le double en 1984, au titre de l'encouragement à l'emploi en Suisse). Les tiers mondistes aboient, et la caravane commercialo-financière passe, avec son cortège de crédits mixtes, de dettes consolidées, d'aides en matière de balances des paiements, d'encouragement à l'importation (de produits suisses donc), etc. Le tout sans compter la garantie contre les risques à l'exportation, qui émarge aussi au budget de l'OFAEE, lequel ascende à près de 400 millions pour 1984.

DANS LA MÊME MAISON

Or donc, ce budget ne sera désormais plus administré par un radical. Sûr de la tradition, le dauphin Klaus Jacobi se croyait prédestiné: principal adjoint de Jolles, chargé des importantes questions générales de politique économique extérieure (OCDE, GATT), poussant la «mise en place» jusqu'à résider dans la même maison de maître, en pleine vieille ville de Berne, que le grand seigneur à remplacer un jour ou l'autre. Bref, une succession soigneusement préparée, mais avec une élégance un peu trop voyante. Ce zèle a-t-il choqué?
Toujours est-il que finalement, sur la base d'une proposition formulée au dernier moment (le seul qui compte), le Conseil fédéral a désigné un autre des quatre délégués aux accords commerciaux pour succéder à M. Jolles. En lieu et place du radical de ligne directe, c'est un Tessinois «sans appartenance politique» qui va bientôt franchir en chef la grande porte de chêne encadrée de marbre où reste gravée l'inscription «Division du commerce» (seuls les chefs de l'Economie publique et du Département militaire, également installés dans l'aile est du Palais fédéral, ont droit à une aussi belle porte, pour tout dire).

UN HOMME DE L'EUROPE

De Cornelio Sommaruga, 51 ans, personne ne peut savoir grand-chose: à force de négocier habilement, de dissimuler son objectif pour mieux l'atteindre, de présenter ses atouts avec discrétion pour les faire plus efficacement valoir, cet homme rompu aux palabres commerciaux les plus élégamment âpres n'a pas de peine à cacher sa pensée, que l'on croit deviner d'inspiration humaniste, social-chrétienne même, disent certains.
Autre aspect du tournant pris à l'OFAEE, dont le département de Pierre Aubert pourrait profiter si K. Furgler n'y veillait pas. C. Sommaruga est un homme de l'Europe: il a fait toute sa carrière en Europe, par l'Europe même puisqu'il a occupé diverses fonctions importantes au sein de l'AELE tout en dirigeant la division «Libre-échange et coopération en Europe» au sein de l'OFAEE. Tandis que M. Jolles se rendait fréquemment en Amérique du Nord et sillonnait le monde au nom de la Suisse, son futur remplaçant se confinait sur le vieux continent, Est compris.
Voilà qui va faire l'affaire du chef de Département de l'économie publique. M. Furgler aime voyager, c'est bien connu. L'idéal pour satisfaire ce goût du mouvement serait les affaires étrangères, dont le tourisme est sans aucun doute plus prestigieux, sinon plus intense. Car, question déplacement, l'Economie publique offre passablement d'occasions... saisies jusqu'ici avant tout par les grands barons du département, qui vont à l'étranger rencontrer leurs pairs, et se comporter eux-mêmes en ministres, du Commerce extérieur (M. Jolles), de l'Industrie et du Travail (M. Bonny), ou de l'Agriculture (M. Piot).

Les deux premiers sont donc désormais sur la touche. Reste Jean-Claude Piot, représentant attitré de la Suisse auprès de la FAO et chef d'innombrables missions à l'étranger, et par ailleurs solidement ancré dans le riche terroir du Plateau agricole. Le départ du Vaudois le plus haut situé dans la hiérarchie de l'administration fédérale n'est certes pas programmé, mais la succession semble assurée en la personne de l'un de ses adjoints, Hans Popp, démocrate-chrétien.
D'ici là, un autre changement aura eu lieu, qui agite passablement les couloirs du Palais: le successeur de Jean-Pierre Bonny, qui reste à la tête de l'OFIAMT jusqu'à fin mars 1984, n'a pas encore de visage. On prête à M. Furgler l'intention de poursuivre sa campagne de «déradicalisation» du département qu'il dirige — non sans peine — depuis moins d'une année. Une chance unique pour les socialistes, qui devraient sonder sans délai les réservoirs de candidats que représentent les centrales syndicales et surtout les exécutifs cantonaux.

LAUSANNE

La place et le vide

Net refus, ce dernier week-end, du projet officiel d'aménagement d'une des principales places lausannoises (14 000 «non» et 8 000 «oui»). Encore une démonstration de «force» d'une municipalité à dominante bourgeoise qui croyait qu'il suffisait de jouer du muscle libéral pour donner l'illusion d'une cohérence politique.